

DÉPARTEMENT
SAÔNE ET LOIRE
CANTON
LA CHAPELLE-DE-GUINCHAY
COMMUNE
CRÊCHES-SUR-SAÔNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2026 - 078

Le Maire de la ville de Crêches-sur-Saône,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2212-2 relatif aux pouvoirs de police du maire ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R44 et R.225 ;

VU le Code des Communes et notamment les articles L.131-1 à L. 131-4 ;

VU l'arrêté du 6 novembre 1992 approuvant les nouvelles dispositions du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8^{ème} partie) ;

VU l'article R 25-15ème du Code Pénal ;

VU l'arrêté interministériel du 8 octobre 1963 portant sur le règlement général de la circulation ;

Considérant qu'afin de permettre le le raccordement Enedis au 78 rue des Ollières à Crêches-sur-Saône par la société DBTP sise 71380 EPERVANS

ARRETE

Article 1er : Le 31 août 2026 pour une durée calendaire de 15 jours, la circulation et le stationnement sur la voie publique seront modifiés. Pour des raisons de sécurité la circulation des véhicules sera fermée, 78 rue des Ollières à Crêches-sur-Saône. Le stationnement y sera interdit à tous les véhicules pendant la durée des travaux. Un dévoiement sera proposé par le demandeur et des panneaux seront mis en place.

Article 2 : Une signalisation en amont des travaux devra être mise en place par l'entreprise chargée des travaux afin d'avertir les automobilistes et piétons voulant s'engager ou circuler sur cette voie.

Article 3 : L'accès des véhicules sanitaires et de sécurité sera préservé au droit du chantier. Les riverains auront toute latitude à circuler sur cette voie pour sortir ou rejoindre leur propriété.

Article 4 : Les services de Gendarmerie de La Chapelle de Guinchay, la Police Municipale seront chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- D'un recours gracieux auprès du maire de Crêches-sur-Saône dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ;
- D'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas, 21000 Dijon) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage, ou dans le délai de deux mois à compter de la réponse au recours gracieux ou de sa décision implicite de rejet.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Ampliation

Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de La Chapelle-de-Guinchay

Les services techniques municipaux.



Fait à Crêches-sur-Saône, le
Le Maire,
Valentin CARRERAS

06 JUL. 2026